L'université généraliste est-elle encore nécessaire?

Autor(en): **Epiney, Astrid / Schellenbauer, Patrik**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **28 (2016)**

Heft 110

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-772041

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'université généraliste est-elle encore nécessaire?

A l'exception des deux écoles polytechniques, la plupart des hautes écoles helvétiques offrent le spectre complet des disciplines scientifiques. Un modèle encore justifiable?

Valérie Chételat (photomontage)

Oui,

dit Astrid Epiney, rectrice de l'Université de Fribourg.

L'université généraliste n'est ni dépassée, ni inutile, ni inefficace. Elle tient compte du rôle tout à fait spécifique des universités cantonales dans le système suisse de la formation tertiaire. Elle contribue d'un côté à la formation des futurs académiciennes et académiciens, de l'autre à l'imprégnation scientifique des questions sociétales majeures. Les universités rendent ainsi possible l'acquisition d'une grande diversité de connaissances générales et spécialisées, et ce dans tous les domaines du savoir. Elles le font en tenant compte des méthodes en vigueur de la démarche scientifique ainsi que de l'unité de l'enseignement et de la recherche.

Elles encouragent le développement de la pensée indépendante et critique qui permet d'examiner en profondeur des questions abstraites, de contribuer au renouveau du savoir originel et à l'activité professionnelle et scientifique. Tout ceci implique aussi une collaboration transdisciplinaire dans l'enseignement et la recherche. Enfin, cela signifie que les enseignants comme les étudiants ne cultivent pas seulement leur propre domaine scientifique, mais considèrent également les perspectives des autres sciences et se confrontent à d'autres approches. Les défis actuels vraiment importants tels que la migration, la digitalisation ou le changement climatique doivent être analysés en incluant différentes sciences. C'est ainsi, espérons-le, que des solutions pourront être trouvées.

> «Le concept de l'université généraliste est plus actuel que jamais.»
>
> Astrid Epiney

Dans ce contexte, la tâche de l'université est de veiller aux rapports interdisciplinaires - les étudiants doivent au moins en être conscients - et à la collaboration interdisciplinaire dans la recherche. L'université généraliste crée les meilleures conditions pour former les nouveaux talents dont l'économie, la science et la société ont besoin: des personnes qui ne sont pas que des spécialistes, mais qui abordent leurs tâches avec un regard transdisciplinaire. Cela n'empêche pas une université de définir certains points forts qui peuvent - et devraient - aboutir à une complémentarité des universités en termes d'activités. Sans compter qu'il n'existe aucune preuve empirique selon laquelle les hautes écoles universitaires «spécialisées» seraient par définition plus «performantes».

Le concept de l'université généraliste est plus actuel que jamais. Notre tâche la plus noble devrait être d'exploiter autant que possible les opportunités offertes par ce cadre afin que l'université puisse jouer de façon optimale son rôle au service de la société.

Astrid Epiney est rectrice de l'Université de Fribourg et professeure de droit européen et international.

Non, dit Patrik Schellenbauer, d'Avenir Suisse.

A l'échelle mondiale, la Suisse est un petit pays économiquement très prospère. Cette prospérité, elle la doit aussi à sa place scientifique, qui est exceptionnelle au regard de la taille du pays. L'excellence des prestations fournies par certaines de nos hautes écoles rayonne dans le monde entier. L'économie et l'industrie exportatrice, la place financière et l'économie des services ont besoin d'être nourries par la place scientifique et par ses idées.

> «La Suisse devrait s'envisager comme un espace universitaire national unique.»
>
> Patrik Schellenbauer

Mais l'avenir de ce succès n'est pas garanti. La concurrence mondialisée s'intensifie avec la mobilité croissante des talents. Dans de nombreux domaines, la recherche de pointe se fait plus exigeante et plus complexe, alors que la masse critique des financements augmente. En même temps, le financement de la formation et de la recherche se voit concurrencé par d'autres dépenses publiques. Si la Suisse veut conserver sa position, voire l'étendre, elle doit regrouper davantage les forces de sa place scientifique.

Or, dans la réalité de la politique nationale des hautes écoles, ce ne sont ni l'efficacité ni l'excellence qui dominent, mais un méli-mélo d'attentes régionales. Au lieu de se demander si notre pays a vraiment besoin de sept facultés des lettres ou d'une nouvelle faculté d'économie, on utilise les énergies pour se tailler la plus grosse part possible du gâteau public, avant de le redistribuer «à l'amiable». Les hautes écoles sont perçues comme une espèce de «service public» censé assurer une offre aussi complète que possible partout dans le pays. La loi sur l'encouragement des hautes écoles est l'expression de ce principe fédéralo-corporatiste qui place la redistribution au-dessus de l'efficacité.

La Suisse devrait s'envisager comme un espace universitaire national unique jouant dans le concert mondialisé des places scientifiques. Ce qu'il faut, ce n'est pas un masterplan bureaucratique qui assigne des rôles aux hautes écoles, mais une plus grande liberté organisationnelle pour les institutions. Il conviendrait de les libérer autant que possible des influences politiques.

Une manière possible de dépolitiser le débat serait de passer du financement actuel des prestataires à un financement des utilisateurs: par exemple par le biais d'un compte de formation financé par l'Etat avec lequel les étudiants payeraient leurs études. La concurrence contraindrait les hautes écoles à réfléchir aux filières qu'elles souhaitent offrir elles-mêmes et aux coopérations qu'elles veulent nouer. Cela entraînerait une spécialisation et, avec elle, la concentration nécessaire des forces. Peut-être qu'il continuerait à y avoir des universités généralistes, car la variété des disciplines possède certainement une valeur. Dans le cas contraire, ce ne serait pas une catastrophe pour les étudiants. Après tout, les villes universitaires du pays sont facilement accessibles pour les pendulaires.

Patrik Schellenbauer est vice-directeur et chef économiste d'Avenir Suisse.